

L'Express Dimanche, 13 novembre 2005.

ERIC NG PING CHEUN, PRÉSIDENT DE LA FIRST CITY BANK

« La FCB n'hésitera pas à résilier les emprunts douteux »

Eric Ng Ping Cheun vient d'être nommé président du conseil d'administration de la banque. Il a pour mission d'y remettre de l'ordre. Il s'attellera à résoudre le problème des «non-performing loans» et motiver le personnel.



Le public vous connaît comme commentateur de l'actualité, principalement économique. Vous voilà à la tête de la First City Bank (FCB). Pourquoi ?

J'ai accepté tout de suite quand le ministre des Finances, Rama Sithanen, m'a demandé de devenir président du conseil d'administration de la FCB. Je suppose qu'on a fait appel à moi parce que je suis perçu comme quelqu'un de compétent et d'indépendant du monde politique. Le ministre m'a chargé d'aider à remettre la FCB sur les rails.

Et pourquoi avoir accepté ?

Je vais peut-être paraître naïf, mais je suis d'une génération d'anciens élèves du collège du Saint-Esprit où l'on nous a appris qu'il nous fallait apporter notre part au développement du pays. Jusqu'ici, j'ai été un commentateur de la chose publique. L'offre de Rama Sithanen est arrivée à un bon moment : j'ai 35 ans et je ne voulais pas demeurer un éternel commentateur-spectateur. Je veux participer plus concrètement au développement du pays et en être acteur. D'où ma décision. J'ai dit oui tout de suite, sans m'enquérir des bénéfices attachés à cet emploi.

Vous êtes donc atypique ?

Non, j'ai accepté parce que le pays traverse une situation très difficile et les professionnels mauriciens doivent donner un coup de main pour le redresser. La coïncidence a voulu que, quelques jours avant le coup de fil de Rama Sithanen, le Premier ministre avait lancé un appel aux hommes de bonne volonté à aider le pays. Je ne pouvais rester insensible et j'espère que mon « oui » redonnera espoir aux nombreux jeunes professionnels qui cherchent à émigrer. L'avenir a un potentiel ici et nous devons mettre nos compétences au service du pays.

Quelle est votre mission à la FCB ?

J'ai été appelé à ces fonctions pour remettre de l'ordre à la FCB. Il faut redonner confiance en cette banque. Nous devons la remettre sur des bases solides. Je

suis persuadé qu'elle peut devenir une des meilleures banques du pays.

Quels sont les atouts de la FCB ?

Elle était, à ses débuts, en 2002, la 5e banque du pays, avec des dépôts de Rs 5,2 mds. Elle possède une des meilleures infrastructures informatiques de Maurice et son personnel (187 employés) est excellent. Il faut simplement savoir le motiver et le laisser s'épanouir. Nous allons revoir la structure salariale et corriger, si nécessaire, certaines anomalies. Le bien-être du personnel sera une de nos priorités et nous voulons recréer un environnement familial, instiller un sens d'appartenance à la FCB et faire en sorte que nos employés travaillent de façon sereine.

Qu'en est-il de l'enquête indépendante sur la FCB instituée par le Conseil des ministres ?

La Banque de Maurice (BoM) poursuit son enquête en toute quiétude. De son côté, le management administre la banque sans heurts et tranquillement. Nous sommes sereins et nous laissons la Banque centrale faire son enquête. Celle-ci n'a aucune incidence négative sur notre travail.

Il a été question d'ingérence de membres de l'ancien conseil d'administration dans le quotidien de la FCB...

Je tiens nullement à m'ingérer dans le management de la FCB. Le message doit être clair : il n'y a qu'un seul capitaine à bord, le chief executive officer, Ranapartab Tacouri, qui a mon entière confiance. Mon rôle consiste à m'assurer que la politique du conseil est suivie par le management et que les directives de la Banque centrale sont respectées. Dans le secteur bancaire, le président et le conseil d'administration sont légalement responsables des décisions prises par la direction – d'où l'importance d'une communication effective entre les deux.

L'on a parlé de nombreuses violations des pratiques bancaires de la part de la FCB...

Nous sommes en phase de révision des structures. Nous voulons comprendre le système, comment il a fonctionné jusqu'ici. Nous allons reconstituer le loans committee, le recovery committee (pour les non-performing loans), un audit committee (structure qui n'a jamais été opérationnelle à la FCB) et le human resources committee.

Quant aux non-performing loans, la BoM a eu de nombreuses réunions avec l'ancien conseil d'administration de la FCB durant ces trois dernières années et a, en maintes occasions, rappelé au conseil et à la direction leurs responsabilités. Malheureusement, il n'y a point eu d'action corrective des anciens dirigeants pour améliorer la gestion. Si les directives de la Banque

centrale avaient été suivies depuis 2003, l'on n'aurait jamais été là où nous sommes aujourd'hui.

Pourquoi l'ancienne équipe dirigeante n'a-t-elle rien fait ?

Pour des raisons qui m'échappent. Mais une des causes sont les tiraillements au sein du conseil et entre ce dernier et le management. Je me demande comment la FCB pouvait fonctionner dans un tel environnement.

Y a-t-il bien eu des emprunts donnés à des politiciens sans garantie ?

Je n'ai pas accès à ces dossiers et je laisse cela aux mains de la direction. Le conseil l'a chargée de revoir sérieusement la question des non-performing loans. La FCB n'hésitera pas à résilier les emprunts douteux et demander qu'ils soient remboursés, si besoin est. We are determined to clean the balance sheet, autrement dit, à réduire à un niveau minimal le nombre de non-performing loans.

La Banque centrale a ordonné à Harry Sookun d'évacuer les locaux de la FCB...

Harry Sookun a effectivement laissé ses bureaux à la demande de la BoM. De fait, on ne pourra plus l'accuser d'ingérence dans le management de la banque.

Et la réduction de son actionnariat ?

La Banque centrale lui a donné jusqu'au 31 décembre pour qu'il respecte l'accord et réduise ses parts de 39 à 10 %.

Quelles sont vos relations avec Harry Sookun ?

Je ne connaissais pas Harry Sookun jusqu'à la réunion du conseil d'administration de lundi, au cours de laquelle on m'a élu président. Je commence à le connaître au rythme des réunions. Mes relations avec lui sont cordiales.

Qu'en est-il de l'éventuelle fusion FCB — Mauritius Post & Cooperative Bank ?

C'est une possibilité envisageable. La fusion s'insère dans une certaine logique, étant donné que l'Etat est actionnaire majoritaire des deux banques. Elle apportera des économies d'échelle et une plus grande présence sur le marché bancaire.

Cependant, cette option n'est pas à l'ordre du jour. La priorité est de mettre de l'ordre au sein de la FCB et de faire en sorte que la situation redevienne normale.

Combien de temps prendra la remise sur les rails ?

Nous ferons tout pour que cet objectif soit atteint le plus vite possible. Dès que le problème des non-performing loans sera résolu, tout devrait aller mieux.

Êtes-vous client de la FCB ?

Non, et je ne tiens surtout pas à le devenir. Cela afin de me permettre de travailler en toute objectivité.

Vous avez été un critique virulent de la politique monétaire de la BoM. Comment allez-vous « gérer » cela, maintenant que vous êtes amené à suivre les directives du gouverneur, Ramesh Basant Roi ?

C'est vrai que j'avais des points de vue différents de la BoM, essentiellement sur la question de la politique des taux d'intérêt. Je n'étais pas d'accord avec une baisse drastique du taux ces trois dernières années. Cependant, depuis quelque temps, la Banque centrale a commencé à relever le taux d'intérêt de base. C'est une politique que l'économiste que je suis accueille favorablement. Ceci dit, un banquier peut ne pas partager la même analyse monétaire que la Banque centrale.

Allez-vous continuer à commenter l'actualité, à animer des débats ?

Dépendant de l'actualité économique, j'exercerai mon droit de citoyen et de professionnel pour faire des analyses objectives sur l'économie en général. Il nous manque des débats sur les vrais enjeux économiques.

Et votre société, PluriConseil ?

Je continuerai à diriger en toute indépendance PluriConseil, que j'ai créé l'an dernier. Evidemment, je veillerai à ce qu'il n'y ait pas de conflits d'intérêt entre mon travail comme directeur de PluriConseil et celui de président de la FCB.

Erick BRELU-BRELU